

---

**COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS  
PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION  
(« Commission »)**

---

**Les commissaires :**

**L'honorable France Charbonneau, présidente  
M. Renaud Lachance, commissaire**

**Holcim (Canada) Inc.  
Requérante**

---

Décret 1029-2011 du 19 octobre 2011 (G.O.Q. 2011. II. 4767) et Décret 1059-2011 du 20 octobre 2011 (G.O.Q. 2011. II. 4768), tels que remplacés par le Décret 1119-2001 du 9 novembre 2011 (G.O.Q. 2011. II. 5261), tel que lui-même modifié par le Décret 1163-2011 du 23 novembre 2011 (G.O.Q. 2011. II. 5590), le Décret 202-2013 du 18 mars 2013 (G.O.Q. 2013. II. 1429) et le Décret 69-2015 du 11 février 2015 (G.O.Q. 2015. II. 375).

*Loi sur les commissions d'enquête, RLRQ, chapitre C-37.*

*Loi concernant la lutte contre la corruption, RLRQ, chapitre L-6.1.*

---

**DÉCLARATION ASSERMENTÉE**

**M. Jean-Maurice Forget**

**Holcim (Canada) Inc.**

---

Je, soussigné, Jean-Maurice Forget, domicilié et résidant au [REDACTED] [REDACTED], Province de Québec, [REDACTED], affirme solennellement ce qui suit :

1. Je suis le premier vice-président de Holcim (Canada) inc. (« **HCA** ») pour la région Québec-Atlantique, ce qui comprend la supervision de l'ensemble des divisions administratives de HCA pour la province du Québec et pour toutes les provinces des maritimes où HCA a des opérations, incluant les opérations de sa division administrative Demix Construction.
2. J'ai signé une déclaration assermentée le 22 mai 2015, laquelle a été déposée auprès de la Commission par les procureurs de HCA le 25 mai 2015. Je réfère à cette déclaration pour ce qui est de mon cheminement professionnel et des autres sujets qui y sont abordés.
3. Par lettre en date du 3 juillet 2015, la Commission a transmis un préavis amendé aux procureurs de HCA (« **préavis amendé** »). La présente déclaration est assermentée pour faire partie intégrante de la réponse de HCA à ce préavis amendé, plus particulièrement la troisième conclusion.
4. Étant premier vice-président de HCA pour la région Québec-Atlantique, toutes les personnes à l'emploi de HCA qui travaillent dans cette région sont sous mon autorité. Afin de pouvoir répondre à la nouvelle conclusion du préavis amendé, j'ai identifié les personnes les plus susceptibles d'avoir offert des avantages à des fonctionnaires du Ministère des Transports du Québec (« **MTQ** ») en contrepartie de bénéfices dans le cadre des relations contractuelles entre HCA et le MTQ, à savoir des dîners à Paul-André Fournier.
5. J'ai fait en sorte que soient en conséquence interrogées les personnes suivantes :
  - a) Jean-Pierre Turgeon;
  - b) Daniel Pouliot; et
  - c) Pierre-André Matton.
6. Depuis son embauche chez Demix Construction en 1999, M. Jean-Pierre Turgeon a été, jusqu'en 2007 et à titre de directeur, responsable des projets de chaussée de béton du MTQ, pour ensuite devenir directeur des ventes et estimations.
7. M. Daniel Pouliot a été embauché en 1996 par HCA à titre de gérant de projets chez Demix Construction pour superviser les projets de chaussée de béton du MTQ. En 2005 il a été promu directeur des opérations, pavage de béton, et fin de 2006, directeur des projets spéciaux, soit les projets de chaussée de béton du MTQ.
8. M. Pierre-André Matton a été embauché par HCA en novembre 2006 pour occuper le poste de directeur adjoint de Demix Construction, étant ensuite promu directeur général en 2008, poste qu'il a occupé jusqu'en 2014.

9. Tel que je l'ai mentionné précédemment dans ma déclaration assermentée du 22 mai 2015, pour ce qui est des politiques en matière de conformité aux lois chez HCA, tous les employés sont assujettis à un code de conduite très stricte. Ce code de conduite de base ne permet en aucun cas, notamment, de verser, directement ou indirectement, des pots-de-vin.
10. J'ai peut-être rencontré Paul-André Fournier à une ou deux reprises pour connaître la programmation des travaux de chaussée de béton pour mieux planifier nos opérations. Une rencontre a possiblement eu lieu à l'occasion d'un petit déjeuner d'affaires, cela n'avait rien d'extravagant ou hors-norme, encore moins dans le but de lui offrir un avantage en contrepartie de bénéfices.
11. Les seuls autres employés, ci-haut mentionnés, d'un niveau hiérarchique similaire à celui de M. Paul-André Fournier, donc les plus susceptibles de partager un repas avec lui, ont confirmé qu'ils ne l'avaient jamais invité à dîner, ni partagé un tel repas avec lui.

ET J'AI SIGNÉ

[REDACTED]

JEAN-MAURICE FORGET

Affirmé et déclaré solennellement devant moi à  
Lapauvrel, ce 30 jour du mois de juillet 2015

[REDACTED]

Commissaire à l'assermentation

